

FAITS SAILLANTS

- Le nombre d'attentats-suicides et d'attaques contre les villages en diminution à l'Extrême-Nord
- Plus de 5 500 nouveaux réfugiés nigériens enregistrés au centre de transit de Gouroungel depuis janvier
- L'Equipe Humanitaire Pays place la protection au cœur de la réponse en adoptant une stratégie sur la centralité de la protection robuste et engageante

CHIFFRES CLES

N. de personnes dans le besoin (HNO)	3,3 M
N de personnes ciblées (HRP)	1,3 M
N. de personnes déplacées internes à l'Extrême-Nord	241 K
N. de personnes déplacées retournées à l'Extrême-Nord	70 K
N. de réfugiés nigériens au Cameroun	95 K

FINANCEMENTS

304,5 millions
Fonds requis (en US\$)

10,8%
Financés au 30 avril 2018



OCHA, Zamai, jan. 2018

Au sommaire

Suivi de la Situation Humanitaire	P.1
Stratégie de la centralité de la protection...	P.2
Le travail des répondants locaux en pratique.....	P.4
Le succès de l'assistance Cash illustré.	P.6
Le saviez-vous ?	P.7
En bref	P.8

Suivi de la Situation Humanitaire

Evolution de la situation sécuritaire dans l'Extrême Nord

Les mois de mars et avril 2018 ont été marqués par une diminution significative du nombre d'attentats-suicides, d'enlèvements, d'assassinats ciblés et de destructions de villages attribués à Boko Haram comparé au début de l'année. En revanche, de nombreuses opérations de ravitaillement ont été conduites lors d'incursions transfrontalières nocturnes, particulièrement dans les arrondissements de Kolofata (Mayo-Sava) et du Logone-Birni (Logone-et-Chari). De nouveaux stratagèmes ont été développés pour perpétrer ces attaques, tels que l'aménagement de passages sur les tranchées de sanctuarisation ou l'utilisation d'uniformes des forces de défense nationales et multinationales. Un second développement marquant a consisté en l'utilisation d'engins explosifs improvisés dans la localité de Mandina, située sur l'axe Maltam-Fotokol dans le département du Logone-et-Chari. Si aucune perte en vie humaine n'a été déplorée, l'explosion a fait sauter un camion de transport de marchandises et a provoqué l'arrêt momentané des mouvements des acteurs humanitaires sur cet axe.

Dans le département du Mayo-Tsanaga, durement frappé par l'insécurité les mois de janvier et février, le renforcement du dispositif sécuritaire a permis une stabilisation de la situation et une diminution des mouvements forcés de population. De même, les services de base (écoles, marchés) sont de nouveau fonctionnels à Tourou, situé à 20 km au nord de Mokolo, près de la frontière nigérienne, grâce au renforcement du dispositif sécuritaire. Ce renforcement des capacités militaires dans la zone est un facteur favorable à l'amélioration de l'accès humanitaire pour les organisations travaillant auprès des personnes déplacées internes (PDI), nouvelles ou anciennes.

L'évènement le plus marquant de cette période fût l'attaque complexe contre le camp militaire de Rann au Nigéria le 1er mars. Conduite par des hommes portant des uniformes de l'armée nigérienne à bord de véhicules militaires, l'attaque a causé la mort de trois personnels humanitaires et l'enlèvement de deux autres. Cet incident met en avant le risque encouru par les humanitaires lorsqu'ils sont à proximité ou à l'intérieur de structures militaires. Les acteurs humanitaires n'étaient cependant pas les cibles directes de l'attaque, ils en furent des victimes collatérales. Par la suite, les Nations Unies et les ONG travaillant auprès des PDI de Rann ont évacué tous leurs personnels, laissant plus de 62 000 personnes vulnérables sans assistance humanitaire. La localité de Rann étant située à quelques kilomètres de la frontière, au niveau de Bodo dans le Logone-et-Chari, cette situation est propice à de nouveaux mouvements de population, y compris vers le Cameroun voisin.

Nouvelles vagues de déplacements forcés dans l'Extrême-Nord

Les violentes attaques perpétrées par le groupe armé Boko Haram dans le canton de Mayo Moskota aux mois de janvier et de février 2018, a engendré une vague continue de déplacements de population durant le premier trimestre. Si les « déplacements réactifs », directement provoqués par une attaque sur un village, ont été plus rares au mois de mars, les « déplacements préventifs » lors desquels les populations fuient sous la menace d'une attaque potentielle, ont continués d'être observés.

Les arrivées de familles entières sont enregistrées presque quotidiennement, notamment dans les localités de Moskota, Mozogo et Koza, mais également plus au sud de Mokolo sur le site de personnes déplacées de Zamai. Le HCR rapporte, en outre, l'arrivée de plus de 5 500 demandeurs d'asile sur le site de transit de Gourounguel, essentiellement composés de réfugiés hors camp qui étaient auparavant disséminés dans les villages.

Tirant profit de l'amélioration de la situation sécuritaire, plusieurs organisations humanitaires ont délivré une assistance d'urgence en biens de première nécessité, abris et accès à l'eau, l'hygiène et à l'assainissement (EHA) à 350 ménages à Nguetchewe, 350 à Tourou et 217 à Moskota. Dans le même temps, les programmes préexistants des secteurs Santé, Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), Education, Nutrition et Protection ont été renforcés à Mozogo et Koza.

A Zamai, plus de 1 700 PDI sont installés. De nouveaux abris ont été construits par l'ONG ADES et la Croix Rouge, et l'accès à l'eau potable a été amélioré grâce à l'installation d'un forage supplémentaire au cœur du site. De plus, le Programme Alimentaire Mondial a conduit une large opération d'actualisation des listes des personnes vulnérables au mois de mars. Des distributions d'urgence en vivres pour ces populations ont ensuite été réalisées en avril pour environ 1 700 personnes. Une autre distribution est planifiée pour le mois de mai pour environ 2 000 bénéficiaires.



Site de personnes déplacées internes de Moskota, février 2018, OCHA

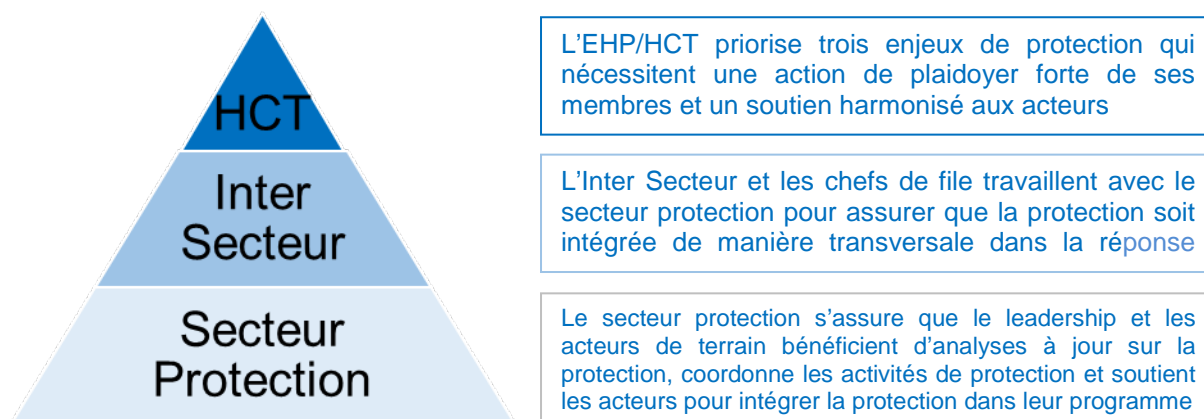
Zoom : L'Equipe Humanitaire Pays adopte une stratégie robuste sur la centralité de la protection

La protection, une affaire de tous

Certaines organisations, tels que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) ou le Comité International de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (CICR), possèdent un mandat de protection spécifique. Ils entreprennent des actions concrètes pour fournir protection et assistance aux populations affectées par les conflits armés (réfugiés, personnes déplacées internes, retournées, population hôtes) et autres situations de violence, en apportant une aide humanitaire et en promouvant le respect du droit international humanitaire et des réfugiés ainsi que leur intégration dans les législations nationales.

Par exemple, le HCR conduit des campagnes de sensibilisation sur l'enregistrement des naissances d'enfants nigériens réfugiés dans l'Extrême-Nord pour parer aux problèmes de protection liés à l'absence de documentation civile (risque d'apatridie et de détention arbitraire, regroupement familial, impossibilité de passer des examens scolaires, etc.). Au Cameroun, ces actions sont coordonnées à travers le secteur protection, présidé par le

HCR et le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT), en collaboration avec les sous-secteurs thématiques de Protection de l'Enfance et de Violences Basées sur le Genre. Cependant, la promotion et la défense de l'accès à la protection ne se limitent pas aux seuls acteurs du secteur protection. **La protection est une responsabilité partagée qui engage l'ensemble de la communauté humanitaire**, depuis les ONG, les agences des Nations Unies travaillant au plus près des bénéficiaires sur le terrain jusqu'aux membres de l'Equipe Humanitaire Pays (EHP, HCT en anglais). Elle doit être promue de manière transversale c'est à dire « **en incorporant les principes de la protection et en promouvant un accès significatif à l'aide humanitaire, dans la sécurité et la dignité** » à travers les activités des différents groupes sectoriels et de l'Inter Secteur pour que la réponse ne soit pas source de discrimination, d'abus, de négligence et de violence (principe *Ne Pas Nuire*).



La responsabilité stratégique de l'Equipe Humanitaire Pays

L'état Camerounais est le premier responsable de la protection de ses citoyens et des autres personnes sur son territoire. En tant qu'organe central de coordination et d'orientation stratégique de l'action humanitaire au Cameroun, l'EHP est quant à elle chargée de la prévention et de la réponse aux risques de protection les plus aigus, à travers des actions de plaidoyer de haut niveau et un soutien à l'intégration de la protection transversale dans les opérations.

Dès l'adoption du [plan de réponse humanitaire Cameroun 2017-2020](#) fin 2016, l'EHP a défini la crise comme une crise de protection et s'est engagée à renforcer sa réponse aux enjeux de protection en incluant un nouvel objectif stratégique dédié dans le plan de réponse: « défendre l'accès à la protection, conformément aux lois nationales et conventions internationales ; promouvoir et renforcer la redevabilité envers les populations affectées, dans le respect des principes humanitaires. ».

Dans cette lignée, l'adoption de la stratégie sur la centralité de la protection de l'EHP le 8 mars 2018 parachève son engagement pour mobiliser un effort collectif multisectoriel afin de prévenir et de répondre aux risques et aux violations les plus graves et les plus urgents. Cette stratégie a été développée grâce à un processus consultatif impliquant le secteur protection et les parties prenantes clés. D'une portée nationale et d'une durée d'un an, elle intervient en complément de la stratégie nationale du secteur protection et cadre avec le Compact de l'EHP adopté à l'automne 2017, qui définit les responsabilités des membres de l'EHP et les principes de fonctionnement du groupe.

La stratégie de centralité de protection de l'EHP pour 2018 se compose à ce jour de deux objectifs principaux. Il est notable que celle-ci est en voie de révision afin d'intégrer les risques de protection liés à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Le respect non-discriminatoire des droits des populations civiles affectées par le conflit

La menace persistante d'attaques de Boko Haram a créé un climat d'insécurité et de suspicion chez les autorités camerounaises, conduisant souvent à une violation des droits

fondamentaux des personnes suspectées d'avoir des liens avec le groupe armé (détention arbitraire, non-respect du droit d'asile, limitation de la libre circulation, accès à l'assistance entravé). Trois défis concrets liés à cette méfiance ont été identifiés :

- Le refoulement de demandeurs d'asile nigériens venus se réfugier au Cameroun mais reconduits à la frontière préalablement à tout screening ou vérification du caractère volontaire des retours ;
- Les risques de protection liés aux opérations de relocalisation des personnes déplacées, entreprises sans recherche de solutions durables ou consultation des individus et souvent associées à des restrictions de mouvement ;
- La gestion des Camerounais retournés du Nigéria dans la mesure où leur passé d'association présumée avec Boko Haram accroît leur vulnérabilité aux risques de détention arbitraire et de violation de leur droits fondamentaux ;

Dans ces trois cas, l'atteinte aux droits fondamentaux des personnes, Nigériens ou Camerounais, procède de la méfiance qu'elles suscitent chez les autorités quant à leur appartenance ou sympathie avec Boko-Haram.

Pour prévenir et répondre à ces violations, l'EHP s'est engagée à conduire un plaidoyer fort envers les autorités camerounaises pour le respect des droits de toutes les populations civiles, qu'il s'agisse des réfugiés nigériens (respect du droit d'asile, facilitation de l'enregistrement, accès à la documentation) ou des déplacés internes (accès à l'assistance, consultation des personnes sur les solutions durables possible, caractère informé et volontaire des retours). Certains membres spécifiques de l'EHP sont également appelés à entreprendre des actions distinctes, tels que le renforcement du mécanisme d'alerte et de partage d'information sur les risques et cas de retour forcés de réfugiés nigériens pour le HCR.

L'intégration des principes humanitaires et de la transversalité de la protection dans toute opération humanitaire

Le Coordonnateur Humanitaire et les membres de l'EHP sont chargés de veiller à ce que la protection soit priorisée dans les opérations et intégrée dans les secteurs, et à ce que leurs décisions stratégiques soient informées par une analyse solide du conflit et de la protection.

Dans les faits, l'EHP doit garantir que l'Inter Secteur, le secteur protection et les chefs de file sectoriels disposent du soutien et des ressources nécessaires pour que la protection soit intégrée de façon transversale par chacun, secteur comme acteur. Plusieurs initiatives concrètes ont été identifiées, notamment la création d'un guide pour l'intégration de la protection transversale dans notre contexte camerounais sur la base du manuel en vigueur niveau global, avec des mesures et considérations à suivre pour chaque secteur ; ou encore l'organisation d'ateliers de vulgarisation sur les [Normes humanitaires fondamentales](#).

Le travail des répondants locaux en pratique

La valeur ajoutée de l'action des acteurs locaux lors de crises humanitaires

Le terme de « localisation de l'aide » désigne la nécessité de replacer les intervenants locaux et nationaux au centre de la réponse humanitaire. En effet, en temps de crise, ils disposent de nombreux avantages vis-à-vis des acteurs extérieurs. Ils sont au centre de la réponse humanitaire, engagés et dévoués à fournir l'aide la plus adaptée et efficace possible, en tirant profit de leur connaissance du terrain, de la situation et de la culture locale, sans compter leur capacité à se mobiliser d'une manière plus libre et plus rapide. En même temps, ils sont des acteurs clés dans le renforcement de la résilience de long terme des populations affectées.

L'assistance apportée aux enfants vulnérables de Mozogo démontre la valeur ajoutée d'une collaboration bien pensée entre une ONG nationales, un partenaire international et le gouvernement

Au Cameroun, l'engagement des ONG à proposer des projets contribuant au Plan de Réponse Humanitaire s'accroît progressivement, et leur rôle est de plus en plus reconnu par la communauté humanitaire et les donateurs.

Au niveau central, la composition de l'Equipe Humanitaire Pays a été révisée en avril 2018 conformément à la volonté de ses membres d'améliorer la participation des acteurs locaux aux instances de coordination stratégiques. Désormais, les termes de référence du groupe reconnaissent le statut de membre permanent à un représentant des ONG nationales et locales, issus de la plateforme *Cameroon Humanitarian Organization Initiative*, ou CHOI.

Sur le terrain, les ONG nationales et locales jouent un rôle crucial dans la réponse humanitaire, dans la région de l'Extrême-Nord comme dans l'Est du pays. Dans les zones frontalières du Nigéria par exemple, particulièrement affectées par l'insécurité, leur présence est essentielle pour fournir une réponse efficace aux personnes déplacées, qu'il s'agisse de réfugiés nigériens ou de Camerounais fuyant les violences. L'exemple ci-dessous démontre la valeur ajoutée d'une collaboration bien pensée entre une ONG camerounaise (ALDEPA), une agence des Nations Unies (UNICEF) et les autorités étatiques compétentes (le Ministère des Affaires sociales – MINAS)

L'assistance d'urgence d'ALDEPA aux enfants vulnérables de Mozogo

Depuis février 2017, l'arrondissement de Mayo-Moskota du département du Mayo-Tsanaga a enregistré l'arrivée de 387 personnes, dont 244 enfants, en provenance du Nigéria et s'identifiant comme des ex-otages qui seraient parvenus à se défaire de l'emprise de Boko Haram.

Pour apporter une réponse efficace en appui aux autorités, l'ONG locale ALDEPA a organisé une mission conjointe avec UNICEF et le MINAS afin d'évaluer la situation. Les personnes rencontrées sur place étaient physiquement meurtries, affaiblies et apeurées. Parmi eux, les enfants étaient les plus vulnérables, à l'apparence très chétive et s'agrippant à leurs parents. Lors des échanges avec ces personnes, leur leader a affirmé qu'ils ont été enlevés par les membres de Boko Haram de leur village au Cameroun et conduit à Tchenéné, une localité nigérienne où ils ont passé près de deux ans.

Dans ce contexte, la première action de l'ONG fut l'organisation rapide de l'identification des bénéficiaires et de leurs besoins prioritaires, ainsi que la prise en charge psychosociale des enfants. Pour cela, ALDEPA a mobilisé une équipe de travailleurs sociaux et de psychologues qui ont entamé des activités ludiques, sportives et socioculturelles. Un espace ami des enfants a également été aménagé avec l'appui du Sous-Préfet afin de faciliter la guérison du traumatisme chez les enfants. Pour ce but, l'ONG a mis en place un réseau communautaire de protection de l'enfant, constitué de volontaires engagés dans la sensibilisation, l'orientation et la dénonciation de toute forme de violence faite aux enfants.



L'équipe d'ALDEPA sur le site de Zamai, ALDEPA, janvier 2018

En même temps, ADELPA a commencé à mobiliser les ressources pour l'appui alimentaire et vestimentaire, à fournir des kits de toilette et matériels de couchage, à identifier les enfants scolarisables pour la réinsertion scolaire, parallèlement aux contacts établis avec

les responsables pour l'inscription des enfants à l'école, la fourniture de kits scolaires et le paiement des frais.

De Mozogo à Zamai, de l'urgence vers le relèvement

Depuis la relocalisation de ces familles de Mozogo à Zamai fin 2017, les travailleurs sociaux continuent les appuis psychosociaux ainsi que l'appui spécifique aux enfants non accompagnés et à besoins spécifiques. Par ailleurs un document de transfert des dossiers de tous les enfants scolarisés a été délivré par l'école de Mozogo, ce qui a facilité leur remise à l'école publique de Zamai et la poursuite de leur scolarité. De plus, les sensibilisations pour la cohésion sociale entre ces personnes et celles de la communauté hôte sont permanentes.

Grâce à l'ensemble de ces appuis complémentaires à l'action de l'Etat, les enfants et leurs familles se sentent soulagés et ALDEPA souhaite désormais se concentrer sur l'amélioration de leur résilience. La déclaration de l'un des parents témoigne de cette amélioration « *Quand j'arrivais ici, j'avais peur d'être rejeté, abandonné et condamné à mourir dans la nature avec ma femme et mes deux enfants. Je ne dormais pas la nuit et il me fallait toujours consoler ma femme qui ne cessait de pleurer et mes enfants toujours tristes. Aujourd'hui, mes enfants vont bien, ils vont à l'école et nous avons tous repris espoir* ».

L'histoire d'Alinkole : le succès de l'assistance Cash illustré

Malgré son âge avancé, Alinkole était capable de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, sans aucune aide extérieure. Alinkole était un fermier qui possédait quelques parcelles de terres productives et du bétail. Il avait l'estime des membres de sa communauté qui le voyaient comme quelqu'un de compétent qui n'attendait rien de personne.

Il y a quatre ans, sa vie a basculé à cause des exactions de Boko Haram. Le raid du groupe armé dans son village a fait plusieurs morts, des dommages de toutes sortes et a poussé la population à se déplacer massivement vers la localité de Mora. En conséquence, Alinkole s'est retrouvé seul autour du village de Kourgui et il dépendait désormais de différentes formes d'assistance pour survivre. Grâce à la solidarité de la communauté et à l'aide humanitaire reçue de l'International Rescue Committee (IRC), une ONG internationale partenaire des Nations Unies, il a trouvé l'espoir car son alimentation et son hygiène personnelle se sont améliorées à la suite des conseils reçus lors des activités d'éducation communautaire et des visites à domicile.

Lors d'une rencontre avec les équipes d'IRC, il a affirmé : "*Aujourd'hui, j'aime à nouveau la vie et ma dignité est rétablie. Merci non seulement pour l'aide financière mais aussi pour le soutien psychologique et tout le suivi.*"



Alinkole, 70 ans, personne déplacée interne dans le village de Kerawa, IRC

Comme de nombreux bénéficiaires des transferts monétaires, Alinkole a reçu une carte SIM et un téléphone après avoir été identifié comme une personne déplacée vulnérable. Avec cet équipement, il peut retirer de l'argent auprès de n'importe quel fournisseur Orange Mobile Money, à tout moment et à la fréquence voulue. Il peut ainsi choisir de retirer plusieurs petits versements en espèces au cours du mois plutôt que de retirer tout le montant en une seule fois.

L'IRC, ainsi que d'autres acteurs humanitaires, utilise la modalité de transfert monétaire car elle constitue un moyen sûr, efficace et efficient de soulager les souffrances dans des environnements complexes. Elle offre également une flexibilité et un choix aux bénéficiaires comme Alinkole, car elle leur permet de choisir ce qui leur convient le mieux, en fonction de leurs besoins, envies et capacités. De plus, la modalité Cash assure la dignité des bénéficiaires, car ils peuvent subvenir aux besoins de leur propre famille, plutôt que de compter exclusivement sur les produits qui leur sont donnés par les acteurs humanitaires. Enfin, elle contribue à réduire les stratégies d'adaptation négatives, telle que la vente d'actifs.

L'humanisme, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance opérationnelle sont les quatre principes humanitaires fondamentaux qui guident l'action de la communauté humanitaire et facilitent l'accès aux populations affectées par les crises

Le Saviez-vous ?

Les principes humanitaires constituent la base de l'action humanitaire. Ils occupent une place centrale dans l'établissement et le maintien de l'accès aux populations touchées, que ce soit dans le cadre d'une catastrophe naturelle, d'un conflit armé ou d'une situation d'urgence complexe. La promotion du respect des principes humanitaires pendant la réponse est un élément essentiel d'une coordination humanitaire efficace. Il existe quatre principes humanitaires fondamentaux.

Humanisme	Neutralité	Impartialité	Indépendance opérationnelle
Il faut alléger les souffrances humaines où qu'elles soient. L'objectif de l'action humanitaire est de protéger la vie et la santé et de garantir le respect de l'Humain	Les acteurs humanitaires ne doivent pas prendre parti pendant les hostilités ou se lancer dans des polémiques de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique.	L'action humanitaire doit être menée sur la base des besoins, en donnant la priorité aux situations de détresse les plus urgentes sans distinguer entre nationalités, races, genres, religions, croyances, classes ou opinions politiques.	L'action humanitaire doit être indépendante de toute visée politique, économique, militaire ou autre dans les zones où elle est mise en œuvre.

Les principes humanitaires ont une valeur fondamentale sur le plan opérationnel, une grande partie de l'action humanitaire se déroulant dans des situations de conflit et de grande instabilité. Leur respect est ce qui permet de distinguer l'action humanitaire des activités et objectifs d'autres acteurs, tels que l'Etat ou les forces militaires. C'est également ce qui permet de ne pas percevoir l'action humanitaire comme une ingérence dans les affaires internes d'un pays.

Afin que toutes les parties au conflit acceptent le déroulement des activités humanitaires, il est indispensable d'expliquer clairement le contenu des principes humanitaires et de faire en sorte qu'ils soient respectés. Cela permet d'accéder à la population touchée et de garantir la sécurité du personnel humanitaire et des bénéficiaires. Simultanément, un accès durable contribue aussi au renforcement, dans les faits, des principes humanitaires. Il permet aux acteurs humanitaires de contrôler directement les distributions de biens aux populations qui souffrent, de garantir que cette aide est distribuée de manière impartiale et qu'elle parvient à ceux qui en ont le plus besoin.

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun par exemple, où des affrontements armés perdurent, le respect et la promotion des principes humanitaires est essentiel pour établir un accès sécurisé aux populations touchées sans que les parties au conflit ne doutent de l'indépendance, de la neutralité et des objectifs de l'assistance fournie.

En Bref

- **Visite du Sous-secrétaire général aux affaires humanitaires des Nations Unies au Cameroun**

Madame Ursula Mueller, Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence, était en visite au Cameroun du 22 au 16 février 2018. Lors de sa mission, elle a rencontré les officiels camerounais, les membres de l'Equipe Humanitaire Pays, les donateurs ainsi que les ONG actives dans les 4 régions affectées par les crises.

Madame Mueller s'est également rendue à Maroua où elle a rencontré le Gouverneur de l'Extrême-Nord, avant de visiter le camp de PDI de Zamai ainsi que le camp de réfugiés nigériens de Minawao. Elle y a rencontré les personnes dans le besoin et s'est faite une idée claire de leur situation et de la réponse humanitaire dont ils bénéficient.

À la fin de sa visite, Madame Mueller a appelé la communauté internationale et le gouvernement à intensifier leur soutien aux actions humanitaires dans le pays. Elle a déclaré "La crise du lac Tchad et la violence dans la sous-région sont loin d'être terminées. La communauté internationale ne peut économiser ses efforts ". "Les attaques violentes des groupes armés, principalement affiliés à Boko Haram, ont augmenté l'année passée, et j'ai vu l'impact direct et les besoins humanitaires croissants dans l'Extrême-Nord du Cameroun. "

"Dans le camp de personnes déplacées de Zamai, j'ai rencontré une femme appelée Sara et son bébé. Elle a expliqué qu'elle et son mari avaient été enlevé par Boko Haram. Elle a réussi à s'échapper, mais n'a aucune idée de l'endroit où se trouve son mari ou s'il est toujours vivant. Nous devons être en mesure de fournir de la nourriture, de l'eau et d'autres formes d'assistance, ainsi qu'une protection, aux femmes et aux hommes comme Sara et son bébé de 10 mois", a expliqué Madame Mueller.

La visite de Madame Mueller a également été l'occasion de discuter d'autres crises auxquelles le Cameroun est confronté, en lien avec l'afflux de réfugiés centrafricains dans les régions de l'Est et des tensions sociopolitiques dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.



Mme Mueller au camp de réfugiés de Minawao, 23 février 2018, OCHA